

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/525

ARRETE

du 26 OCT. 2017 portant mise en demeure à la société
PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC de respecter les
dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014
réglementant ses installations sises à Sausheim et
Rixheim

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral n°65416 du 2 février 1981 autorisant et réglementant les activités de la société PEUGEOT CITROËN sur son site sis sur le territoire des communes de Sausheim et Rixheim au titre des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires à la société PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC pour l'exploitation d'un atelier de peinture à Sausheim et Rixheim en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement,

VU la visite d'inspection du 30 mai 2017,

VU le rapport du 9 août 2017 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que le périmètre du bilan matière relatif aux rejets de composés organiques volatils de l'atelier « Peinture » prescrit par l'article 6.5 de préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 n'est pas été respecté,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative*

compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin

ARRÊTE

Article 1er :

La société PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC, désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Chalampé - Ile Napoléon à Sausheim (68390), est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 reprises ci-dessous, pour l'exploitation de ses installations sises à la même adresse.

Article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 :

« Concernant les rejets en Composés Organiques Volatils Non Méthaniques COVNM des installations liées à l'activité d'application de revêtement sur véhicules, la vérification du respect des normes citées à l'article 6.4 doit faire l'objet, par l'industriel, d'une autosurveillance des rejets par bilan matière prenant en compte à minima :

- les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés (bains de cataphorèse, mastics, produits d'étanchéité, apprêts, laques, produits de protection, ...), y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage,
- les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors des usines,
- les quantités de solvants éliminé dans l'atmosphère ou dans les eaux industrielles, [...].»

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Mulhouse et la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **26 OCT. 2017**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.